

Guinée

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement

Monsieur le Président de la 12^{ème} Conférence Générale de l'ONU

Monsieur le Directeur Général de l'ONU

Mesdames et Messieurs

Le plaisir que je ressens en participant à la 12^{ème} session de la Conférence Générale de l'ONU me procure en même temps l'honneur de vous transmettre les chaleureuses salutations du Général Lansana CONTE, Président de la République de Guinée. Je félicite Son Excellence ZNIPER pour son élection à la présidence de notre session et Monsieur YUMKELLA, Directeur Général de l'ONU pour ses actions d'impulsion de notre Organisation.

Notre monde est en mutation. Il a toujours été en mutation depuis les temps où l'homme a réalisé que sa survie dépend de sa capacité à imaginer, à créer et à transformer pour toujours plus de progrès et d'épanouissement. De la cueillette à la chasse, de celle-ci à l'agriculture et à l'échange de ceux-ci à l'industrie, l'homme à imprimer à sa prodigieuse histoire des révolutions dont la Révolution industrielle a été une des plus importantes étapes. Que l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

ait choisi pour thème Général de la 12^{ème} session de sa Conférence Générale « **Le Développement industriel dans un monde en mutation** » n'est qu'historiquement normal et contemporanément opportun. Entre l'industrie et la mutation du monde existe un rapport contrasté allant du plus prodigieux service rendu par la 1^{ère} à la 2^{ème} aux plus graves pesanteurs qu'elle fait peser sur les futures mutations si celles-ci devront rimer avec environnement, en tant qu'harmonie entre l'homme et la nature. Il ne fait aucun doute que la Révélation industrielle a considérablement amélioré la vie de l'humanité. Elle a fait en créant l'indispensable adéquation entre l'exceptionnel accroissement de la population et la nécessaire multiplication de la production en série que ni la cueillette, ni la chasse, ni même l'agriculture ne prise isolément n'aurait pu garantir. Inutile de citer tous les bonds gigantesques enregistrés dans la satisfaction des besoins de l'homme de se nourrir, de se soigner, de se loger, de se déplacer, de se vêtir, de se divertir voire de procréer, en un mot de vivre. Chacun de ses besoins ou plutôt le manquement à leur satisfaction aurait pu être une cause de la fin de l'aventure humaine sur la terre.

Cependant, ici se joue le paradoxe du progrès et du danger du progrès. L'industrie au plus fort de son rayonnement produit de façon directe ou induite les germes de graves menaces sur le progrès qu'elle a elle-même générée.

Ainsi l'environnement, par tout ce que l'industrie produit aujourd'hui de polluant depuis les pesticides jusqu'aux engins les plus sophistiqués pompant du gaz carbonique, devient-il la victime de l'ambitieuse propension de l'homme à dominer chaque fragment du milieu naturel.

Mesdames et Messieurs

L'équation ainsi posée entre la perpétuation d'un progrès qui a assuré l'épanouissement de l'homme et le danger qu'il déclenche contre le même épanouissement devient le plus inévitable défis à relever.

L'industrie a créé la mutation du monde, elle est aussi susceptible d'en déclencher la déchéance. Telle est la cruelle réalité à laquelle doivent faire face toutes les nations. Lorsque je dis toute les nations, je pense d'abord à celles qui ont tout fait pour le progrès industriel, nous leur en rendons hommage, mais elles font tellement fi des alertes que cet hommage risque un peu d'être un éphémère souvenir.

Quel sort est réservé aux pays en développement dans cet étrange contraste où ils n'ont pas, pour certains, amorcé encore leur développement industriel et pour d'autres parachevé ce qu'ils n'ont que timidement commencé. En clair à peine doivent-ils corriger les errements et mauvaises conceptions de politique industrielle qu'ils

doivent observer à juste titre les règles les plus strictes pour préserver l'environnement – Pourtant le juste milieu est possible.

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique ne doit point échapper à toutes les contraintes qui viennent être énoncées. Obligées d'embarquer dans le train de la mondialisation quasiment dès leur naissance, les nations Africaines se trouvent donc dans l'obligation de conduire simultanément leur révolution agricole, industrielle et numérique. Aucune nation au monde, aucune organisation internationale, aucun centre de recherche, aucun expert ne peut leur fournir la recette miracle pour surmonter l'incomparable défi qui consiste à sauter directement en quelques années du néant industriel à la fusion nucléaire et à la nébuleuse hautement cognitive technologique, concurrentielle et accélérée d'un monde contemporain porteur de tant d'enjeux complexes de société, de culture et de civilisation.

Pour dépasser cette affligeante réalité, les Nations Africaines tout en restant ouvertes au reste du monde doivent soumettre à l'examen de leur volonté les facteurs endogènes bloquant d'une telle mutation pourtant possible puisque d'autres nations l'ont ou sont en voie de la réussir.

Le continent Africain peut avoir un avenir industriel indiscutable s'il combine ce que j'appelle les fondamentaux du développement : une stabilité politique sociale et institutionnelle, un système juridique et judiciaire propre, une éducation à effet réel surtout dans la recherche scientifique et technique.

Son développement industriel a été occulté ces deux dernières décennies dans les variables d'ajustement négociées avec les partenaires mais aussi dans sa tendance afro pessimiste née d'une coopération parce que trop paternaliste n'a été que vecteur de doute et de manque de confiance en soi. Comme conséquence, il ne s'est pas seulement agi d'un manque de progrès industriel mais aussi d'une inquiétante désindustrialisation observée ces dernières années. Celle-ci pourrait s'expliquer entre autres, par les facteurs ci-après :

- 1) En l'absence d'une réelle intégration des nos économies consacrée par une planification industrielle régionale nos industries n'ont pu valoriser leur potentiel en économie d'échelle, le marché intérieur étant trop étroit.
- 2) L'industrialisation s'est opérée sans la création préalable d'une solide base infrastructurelle, notamment dans l'énergie et les communications ;

- 3) Les industries créées ont été pour l'essentiel manufacturières et de substitution des importations. Avec la mondialisation elles sont devenues de nos jours peu rentables face à la concurrence des produits à très faible prix en provenance d'Asie ;
- 4) Les investissements directs étrangers ne se sont intéressés au secteur industriel, que très récemment. La dynamique nouvelle ainsi créée n'a pas encore déroulé tout ses effets ;
- 5) L'Éducation et la recherche qui constituent les supports des acquis technologiques de l'industrialisation n'ont pas bénéficié de ressources conséquentes pour s'harmoniser avec les perspectives du développement industriel : formation inadaptées, absence de l'outil de recherche, non motivation des chercheurs fuite des cerveaux.

Mesdames et Messieurs,

La République de Guinée a été marquée par les mêmes facteurs limitatifs de l'essor industriel que les autres pays au Sud du Sahara.

Les industries qui ont pu résister à ces facteurs défavorables sont toutes minières extraverties et confinées au stade primaire de la simple production – exploitation de la bauxite, de l'or et du diamant. Des normes environnementales, strictes leur ont été cependant

imposées, notamment la reconstruction et même l'extension du couvert végétal détruit, le traitement de la boue de lavage des minerais qui ne se déverse plus dans les cours d'eau, l'absorption par des conduits, in situ, des poussières d'alumine et de bauxite qui ne sont plus rejetées dans l'atmosphère aux ports d'embarquement.

Mettre en phase l'industrialisation et la préservation de l'environnement relève de la volonté politique des gouvernants.

Notre impératif majeur et incontournable est de vaincre la pauvreté. A cette fin, la politique industrielle nouvelle de mon pays est articulée autour de la recherche du maximum de valeur ajoutée dans les outputs : qu'il s'agisse des usines liées à l'agriculture en amont (production d'engrais et de pesticides) ou encore des unités industrielles plus lourdes comme celles de production d'alumine et d'aluminium.

En effet, la Guinée est à présent déterminée à une valorisation maximale et sur le territoire national de ses immenses ressources naturelles. Nous servir des avantages comparatifs dictés par les suggestions de la mondialisation, oriente le redéploiement industriel vers la valorisation des ressources que nous avons le plus en abondance, celles de notre sous-sol. Une seule donnée : les réserves

en bauxite de la Guinée se chiffrent à 40 milliards de tonnes de minerai à haute teneur.

Ce qui permet de couvrir la consommation mondiale d'aluminium pendant 500 ans. Les réserves en minerai de fer sont tout aussi abondantes : le tiers des réserves mondiales. Il faut y ajouter l'or, le diamant, l'uranium, le pétrole et le gaz, j'en passe.

Monsieur, Le Président,
Monsieur, Le Directeur General

Le Gouvernement de la République de Guinée n'a aucun autre choix que celui de déployer sa part de devoir, de responsabilité et de sacrifice pour l'épanouissement de ses populations. Cela passe inévitablement par l'avènement d'une nouvelle approche industrielle mais il passe aussi par l'appui réel, je dis bien réel de notre institution commune, l'organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel.

Si j'ai parcouru tant de distance et je crois exprimer le sentiment de tous c'est pour espérer sincèrement que l'ONUDI tout comme tous les autres programmes et agences de Nations Unies jouera effectivement ce rôle pour donner le plus noble, le plus généreux mais aussi le plus juste sens à son existence.

C'est sur cet ardent souhait que je termine en souhaitant plein succès à nos travaux et surtout plein application à ses conclusions pertinentes.

Je vous remercie.